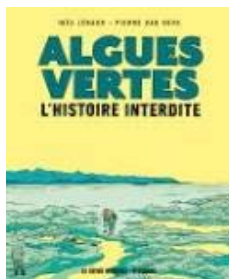


Réalisation du film, Algues vertes, l'histoire interdite.



Une censure qui ne porte pas son nom

A la lecture du synopsis du film de Pierre Jolivet tiré de la bande dessinée d'Inès Léraud et Pierre van Hove, Algues vertes, l'histoire interdite, des élus, dont les maires de Saint-Michel-en-Grève et de Ploufragan, ont clairement manifesté leur refus de toute aide à sa réalisation. Comme le film veut coller le plus possible à la réalité, ils ne seront vraisemblablement pas toujours présentés à leur avantage tant ils ont participé, depuis plus de 10 ans pour certains, à des politiques publiques coûteuses de lutte contre les algues vertes, aux résultats indigents que l'on sait, avec des records d'échouages un peu partout sur le littoral.

Non contents d'avoir échoué malgré toutes les alertes des associations appelant à en finir avec cette pollution toxique pour le vivant en général, y compris l'être humain, et appelant surtout à prendre le problème à sa racine agricole, nos élus veulent rajouter une forme de censure à l'expression de la vérité.

Enclins à se lamenter sur leur impuissance délibérée, ils refusent ici de saisir l'occasion qui leur est donnée de participer activement à l'expression d'une vérité qui a pourtant toujours été l'aiguillon contribuant à faire évoluer prise de conscience et rapport de forces.

Les associations signataires demandent à Messieurs les Préfets des Côtes d'Armor et du Finistère de rappeler à l'ordre républicain et à ses fondements juridiques constitutionnels définis en l'article 11 de la Déclaration des droits de l'Homme ainsi énoncés : « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi ». En conséquence, elles demandent à Messieurs les Préfets d'exiger que ces élus mettent à la disposition des réalisateurs de ce film tous les éléments qu'ils ont à leur disposition, dans le cadre du droit d'accès aux données publiques, pour une réalisation de ce film la plus proche de la réalité si cruelle soit-elle pour certains afin de tracer au plus près l'histoire turbulente des marées vertes qui dure depuis plus d'un demi-siècle.

Attac, CAPSEB, CGT Lannion, Force 5, Glaz Natur, Halte Aux Marées Vertes, Sauvegarde du Trégor Goëlo-Penthièvre, Solidaires.

